

KOMITÉ POPILE



jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

POUR COMBATTRE L'OBSCURANTISME ET LES COMPLOTEURS

Tous ceux qui s'opposent aux mesures dictatoriales du gouvernement (confinement et couvre-feu abusifs, vaccination obligatoire et passe dit sanitaire) sont indistinctement traités d'obscurantistes et de complotistes. C'est en nous appuyant sur la définition de ces deux termes et en analysant rigoureusement les faits, que nous serons en mesure de savoir qui sont les véritables obscurantistes, de comprendre ce qui alimente le complotisme et, en définitive, de débusquer les vrais comploteurs.



Précisons premièrement le sens des mots utilisés.

Le complotisme, pour commencer, est un « terme qui désigne une façon de penser liée à la théorie du complot, c'est-à-dire à la pensée que des complots seraient orchestrés par les plus hautes instances pour imposer un mode de vie ». L'exemple le plus connu est celui de ces groupes de personnes qui prétendent que des extra-terrestres se seraient infiltrés

dans le corps de tous les dirigeants de la planète pour soumettre l'humanité à leurs desseins. Alors oui, effectivement, il existe des complotistes de par le monde. Mais cela n'empêche certainement pas qu'il existe aussi, très réellement, des comploteurs qui planifient leurs interventions pour imposer au monde un certain mode de vie...ou de mort. Nier les connexions existantes entre les multinationales, les lobbies et les gouvernements serait faire preuve d'un obscurantisme forcené, et, de

toute évidence, les gouvernements qui s'acharnent, au travers de leur propagande obscurantiste, à diaboliser tous ceux et celles qui mettent en doute le bien fondé de leurs diktats, sont d'éminents comploteurs. Ce sont justement ces pyromanes qui crient au feu qui favorisent le déferlement des thèses complotistes les plus farfelues. En effet, leurs manipulations éhontées et leurs mensonges, qui « se voient comme le nez au milieu de la figure », relayés par leurs empires

médiatiques serviles et s'accompagnant de la censure de toute pensée contradictoire, poussent une partie non-avertie de l'opinion à se tourner vers des théories complotistes. Pour les comploteurs cela est une aubaine, car ils peuvent mettre dans le sac du « complotisme » toutes les affirmations réellement scientifiques qui permettent de dévoiler leurs intrigues.

Venons-en alors à la définition de l'obscurantisme : c'est « l'attitude par laquelle on s'oppose à la diffusion de l'instruction, à la propagation de la culture et du progrès ».

Ce qui distingue l'obscurantiste du scientifique, c'est que le premier procède par affirmations péremptives, par fanatisme, parfois par ignorance, il ne se soucie pas de la vérité, alors que le second part de l'observation des faits et analyse ceux-ci pour en tirer des conclusions.

L'analyse des conceptions contradictoires s'exprimant à propos des mesures imposées par le gouvernement pour, prétend-il, lutter contre la pandémie de Covid 19, permettra d'établir une distinction incontestable entre celui qui nage dans l'obscurantisme et celui qui adopte une attitude scientifique.

. L'obscurantiste dira (comme le « Conseil de l'Ordre » des médecins) : « Toute controverse est formellement interdite ! Si vous osez contester

publiquement la parole officielle, vous serez sanctionnés ou radiés ».

L'épidémiologiste, le scientifique, préviendra : « Les produits proposés à l'injection, qu'ils soient à ARN messager ou de conception traditionnelle sont toujours dans une phase expérimentale. On ne sait pas encore le nombre de doses nécessaires et la durée de leur efficacité ; On n'a pas suffisamment de recul pour savoir les effets indésirables à plus long terme, notamment sur les enfants. Ce qui doit prévaloir, c'est le principe de précaution ».

. L'obscurantiste dira : « le vaccin c'est la seule réponse possible à la pandémie, celle qui permettra de revenir à une vie normale ! »

Le scientifique fera observer qu'il a déjà été établi que les virus et leurs variants se compteront désormais par milliers et qu'ils continueront d'affecter tant les êtres humains que les espèces animales. Les réponses uniquement vaccinales seront de plus en plus inopérantes et ont l'effet pervers d'affaiblir les capacités d'autodéfense naturelle du corps. Plus généralement, les réponses chaotiques et répressives actuelles ne peuvent absolument pas constituer une bonne stratégie face à cette réalité. A l'inverse, des politiques devraient être massivement mises en œuvre pour développer une médecine non marchandisée, garantissant l'accès de tous à la santé, à une saine alimentation et à l'hygiène publique.



. L'obscurantiste dira : « le confinement et le couvre-feu sont les conditions pour stopper la circulation du virus et vivre libres demain ».

Les scientifiques, psychiatres et psychologues, qui avaient déjà tiré la sonnette d'alarme dès la première annonce de ces mesures, indiquaient que, sans dispositions d'accompagnement, le remède serait pire que le mal. Tristement, les faits leur ont donné raison : délitement des liens sociaux, explosion de la pauvreté, des violences domestiques, des dépressions, des toxicomanies et des suicides !

. L'obscurantiste dira : « la preuve qu'il faut accepter l'injection, c'est que 4 milliards de personnes l'ont déjà fait dans le monde ! »

Le sociologue pourra confirmer que ce chiffre a été atteint au prix d'une campagne anxigène irresponsable, de contraintes, de chantage à l'emploi et à la possibilité de fréquenter des lieux publics, mais aussi qu'il concerne essentiellement les pays dits « développés » dans lesquels, justement, la crise sanitaire est bien loin d'être réglée. L'ironiste pourrait montrer la vacuité de l'argument en signalant



que 70 % des femmes dans le monde sont victimes de violences domestiques et qu'il serait incongru d'appeler les 30 % restant à les rejoindre ! ...

. **L'obscurantiste dira** : « Le gouvernement fait ce qu'il peut pour sauver l'économie en favorisant le télétravail »

L'économiste scientifique dira que, bien avant la pandémie de Covid 19, les multinationales avaient déjà entrepris de généraliser le télétravail. Booster les profits du numérique et de la téléphonie, renforcer le contrôle des individus et des institutions, casser les possibilités d'organisation syndicale, voilà de quoi garantir la satisfaction de leurs intérêts exclusifs ! Dans tous les pays capitalistes occidentaux, les mesures prises au prétexte de lutter contre la pandémie ont eu pour conséquences de laminer les petites entreprises et d'orienter la clientèle vers les multinationales. Chez nous, par exemple, pendant que des mesures drastiques pesaient sur les petites structures, il était possible de s'agglutiner dans les grandes surfaces, les agences de téléphonie, les centres de vente d'automobiles ou aux comptoirs de la Française des jeux.

. **L'obscurantiste dira** : « de toute façon, il faut obéir au

gouvernement. La loi de la République doit s'imposer à tous ! »

L'historien scientifique rappellera que l'humanité n'a pu progresser que parce que les peuples se sont régulièrement insurgés contre les lois injustes imposées par des classes sociales dominantes. Il fera le parallèle avec les mesures « légales » prises en Europe qui accompagnaient la montée en puissance du fascisme. Il indiquera la liste des lois liberticides votées ces dernières décennies, d'abord au nom de la lutte contre le terrorisme et maintenant sous la bannière de « l'état d'urgence sanitaire ».

. **L'obscurantiste dira** : « les complotistes prêtent de mauvaises intentions au gouvernement. Macron, Veran, Lecornu et leur préfet ne peuvent pas être si méchants que ça ! C'est la santé de la population qu'ils protègent ».

Le révolutionnaire scientifique rappellera le rôle du gouvernement dans le sabotage des services publics de santé, sa responsabilité directe quant au décès de ceux qui, par sa faute, n'ont pu être soignés et quant au refus d'accès aux soins dont les non-vaccinés sont victimes aujourd'hui. Il combattra la propagande totalitaire menée pour contraindre la population à se soumettre aux mesures liberticides

(Informations exagérément anxieuses et instrumentalisation de la peur Manipulation des chiffres, études truquées sinon orientées, publicité mensongère, diabolisation des résistants, etc.). Il dénoncera fermement la politique de ces gouvernants, menée pour le compte des multinationales, qui vise à détricoter le droit syndical, qui s'attaque frontalement au droit du travail et au droit au travail. Il s'opposera jusqu'au bout à la vaccination obligatoire et au passe « vaccinal » qui bafouent le droit international et la liberté individuelle. Il rappellera que ce sont les mêmes gouvernants qui sont responsables du saccage de tous les services publics. Ce sont eux qui, malgré l'interpellation pressante des scientifiques et les mobilisations massives de par le monde, se refusent à mettre en œuvre les politiques nécessaires pour lutter contre le changement climatique et les catastrophes meurtrières qu'il provoque. Ce sont encore eux qui, refusent de soigner et d'indemniser les victimes du crime d'empoisonnement qu'ils ont commis chez nous.

Alors non ! Pas question de faire confiance à ces obscurantistes et à ces comploteurs. Combattons sans concessions leurs mesures dictatoriales.

PAWOL FONDOK

« Créer le monde que nous voulons est bien plus puissant que de détruire celui dont nous ne voulons plus. »

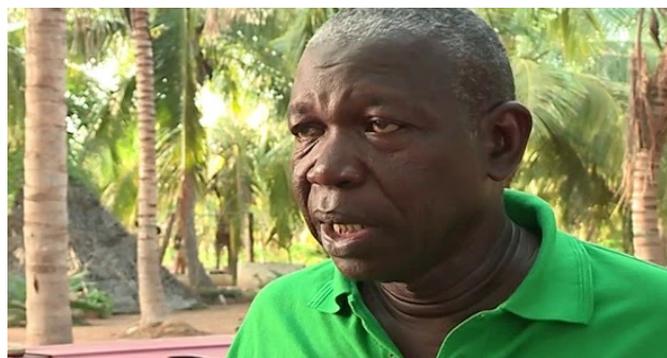
Marianne Williamson



INITIATIVES ALTERNATIVES

IL EST POSSIBLE DE CHANGER LE MONDE !

Cette vérité est illustrée de façon admirable par l'initiative du Sénégalais Goran NDIAYE.



Goran NDIAYE

Goran N'DIAYE a développé son initiative sur un terrain totalement désertique. Aujourd'hui, la ferme Kaydira, est un espace verdoyant où se côtoient de multiples espèces végétales. Adeptes de l'agroécologie, c'est le premier à s'adonner à la permaculture dans la région. Fort de la connaissance des techniques de cultures de son peuple, c'est une véritable oasis qu'il a créé sur un sol aride. « Il n'y a pas de miracle, c'est parce que tout simplement on a voulu changer et on y croit » a-t-il déclaré dans le reportage de France 24 qui lui a été consacré. Opposé aux cultures extensives destinées à l'exportation qui, selon lui, détruisent la couverture en arbres et appauvrissent les paysans, il privilégie les cultures sans produits chimiques qui assurent des récoltes pendant toute l'année et améliorent la vie des habitants.

Goran NDIAYE a créé une école dans la ferme Kaydira pour transmettre son expérience à de jeunes agriculteurs. A la fin de leur formation, ceux-ci reçoivent une parcelle sur laquelle ils peuvent travailler. Certains vont s'installer dans d'autres régions du pays.



Sources: <https://www.france24.com> . Plus d'informations sur : <https://jardins-afrique.org/ferme-ecole-kayda>

Meilleurs vœux de santé et de bonheur à chacun et chacune.

★ 2022

*Unissons nous !
Luttons sans concession
contre l'imperialisme et l'ultra-libéralisme
Le monde sera meilleur*



CHILI : L'EXTREME-DROITE MISE EN ECHEC

Après la victoire de Pedro Castillo à l'élection présidentielle au Pérou, celle de Xiomara Castro au Honduras, après la belle démonstration des Chavistes aux élections régionales au Venezuela, la victoire de Gabriel Boric, porte-drapeau de la coalition de gauche « Apruebo Dignidad », vient confirmer que le mouvement populaire reprend du terrain en Amérique du centre et du sud.

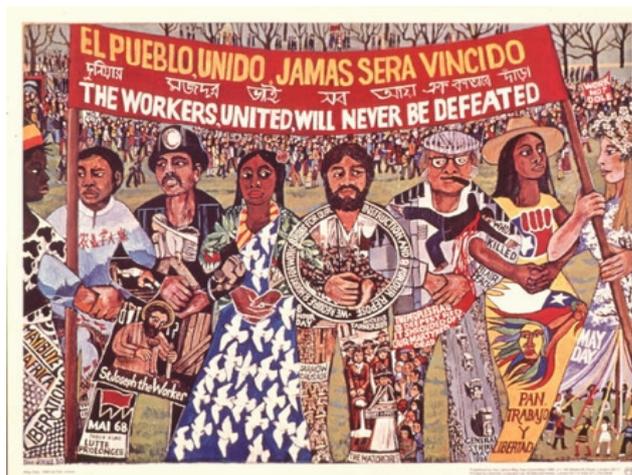


A 35 ans, Gabriel BORIC, ancien dirigeant du mouvement étudiant chilien, a remporté les élections présidentielles avec 55,87 % des suffrages, devançant le candidat d'extrême-droite José Antonio Kasta de 11,74 points. Il prendra officiellement le pouvoir en mars 2022.

L'objectif clairement annoncé par la coalition de gauche pendant la campagne était de remettre en cause la politique ultralibérale initiée au Chili par le dictateur Augusto PINOCHET. Dans le discours prononcé à l'annonce des résultats, Gabriel Boric a réaffirmé que son administration renforcerait le rôle de l'État, réformerait le système actuel de pensions, augmenterait le salaire minimum, réduirait le temps de travail et augmenterait les impôts sur les plus riches afin de parvenir à une meilleure redistribution des richesses.

Une victoire rendu possible par la mobilisation des masses populaires

Depuis le 18 octobre 2019 un mouvement avait commencé dans la capitale Santiago contre la hausse du tarif du métro, avant de s'étendre à tout le pays pour s'opposer aux inégalités sociales et au modèle néolibéral. Les manifestations avaient été violemment réprimées (30 morts, des milliers de blessés dont 460 aux yeux).



L'une des principales revendications était de modifier la Constitution héritée de la dictature. Les mobilisations ont pu imposer que soit installée une Convention Constitutionnelle le 4 juillet dernier après l'élection par le peuple de ses 155 membres, dont 17 issus de communautés autochtones. A la fin de ses travaux, une nouvelle loi fondamentale sera soumise à un référendum.

SUGGESTION DE LECTURE

* [https://portail.bastamag.net/Aminata Traoré](https://portail.bastamag.net/Aminata_Traor%C3%A9) : « Le capitalisme détruit les sociétés, les économies et les écosystèmes ».

* <https://www.investigaction.net/fr/> Pourquoi il n'y a pas de mouvement anti-vax à Cuba par TOON DANHIEUX / et MARC VANDEPITTE



MEMOIRE DES PEUPLES

« LE VIET NAM A LE DROIT D'ETRE LIBRE ET INDEPENDANT ET, EN FAIT, EST DEvenu UN PAYS LIBRE ET INDEPENDANT. »

A l'heure où la domination de la France coloniale est de plus en plus secouée dans les derniers points d'ancrage de son empire, il nous a paru opportun de partager avec vous le texte du Discours d'indépendance du Vietnam prononcé par Ho Chi Minh le 2 septembre 1945 à Hanoi.

(source: <https://vncomlfay.wordpress.com>)



«Tous les hommes naissent égaux. Le Créateur nous a donné des droits inviolables, le droit de vivre, le droit d'être libres et le droit de réaliser notre bonheur.»

Cette parole immortelle est tirée de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis d'Amérique en 1776. Prise dans un sens plus large, cette phrase signifie : tous les peuples sur la terre sont nés égaux ; tous les peuples ont le droit de vivre, d'être heureux, d'être libres.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de la Révolution française de 1791 proclame également : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »

Ce sont là des vérités indéniables.

Et pourtant, pendant plus de quatre-vingt années, les colonialistes français, abusant de drapeau de la liberté de l'égalité, de la fraternité, ont violé notre terre et opprimé nos compatriotes. Leurs actes vont directement à l'encontre des idéaux d'humanité et de justice.

Dans le domaine politique, ils nous ont privés de toutes les libertés.

Ils nous ont imposé les lois inhumaines. Ils ont constitué trois régimes politiques différents dans le Nord, le Centre et le Sud du Viet Nam pour détruire notre unité nationale et empêcher l'union de notre peuple.

Ils ont construit plus de prisons que d'écoles. Ils ont sévi sans merci contre nos patriotes. Ils ont noyé nos révolutions dans les fleuves de sang. Ils ont jugulé l'opinion publique et pratiqué une politique d'obscurantisme. Ils nous ont imposé l'usage de l'opium et de l'alcool pour affaiblir notre race.

Dans le domaine économique, ils nous ont exploités jusqu'à la moelle, ils ont réduit notre peuple à la plus noire misère et saccagé

impitoyablement notre pays.

Ils ont spolié nos rizières, nos mines, nos forêts, nos matières premières. Ils ont détenu le privilège d'émission des billets de banque et le monopole du commerce extérieur.

Ils ont inventé des centaines d'impôts injustifiables, acculé nos compatriotes, surtout les paysans et les commerçants, à l'extrême pauvreté.

Ils ont empêché notre bourgeoisie nationale de prospérer. Ils ont exploité nos ouvriers de la manière la plus barbare.

En automne 1940, quand les fascistes japonais, en vue de combattre les Alliés, ont envahi l'Indochine pour organiser de nouvelles bases de guerre, les colonialistes français se sont rendus à genoux pour leur livrer leur pays.

Depuis, notre peuple, sous le double joug japonais et français, a été saigné littéralement. Le résultat a été terrifiant. Dans les derniers mois de l'année passée et le début de cette année, du Quang Tri au Nord Viet Nam, plus de deux millions de nos compatriotes sont morts de faim.



Le 9 mars dernier, les Japonais désarmèrent les troupes françaises. Les colonialistes français se sont enfuis ou se sont rendus. Ainsi, bien loin de nous « protéger » en l'espace de cinq ans, ils ont par deux fois vendu notre pays aux Japonais.

Avant le 9 mars, à plusieurs reprises, la Ligue Viet Minh a invité les Français à se joindre à elle pour lutter contre les Japonais. Les colonialistes français, au lieu de répondre à cet appel, ont sévi de plus belle contre les partisans du Viet Minh. Lors de leur débandade, ils sont allés jusqu'à assassiner un grand nombre de prisonniers politiques incarcérés à Yen Bay et à Cao Bang.

Malgré tout cela, nos compatriotes ont continué à garder à l'égard des Français une attitude clémente et humaine. Après les événements du 9 mars, la Ligue Viet Minh a aidé de nombreux Français à passer la frontière, en a sauvé d'autres de prisons nippones et a protégé la vie et les biens de tous les Français.

En fait, depuis l'automne de 1940, notre pays a cessé d'être une colonie française pour devenir une possession nipponne.

Après la reddition des Japonais, notre peuple tout entier s'est dressé pour reconquérir sa

souveraineté nationale et a fondé la République démocratique du Viet Nam.

La vérité est que notre peuple a repris son indépendance des mains des Japonais et non de celles des Français.

Les Français s'enfuient, les Japonais se rendent, l'empereur Bao Dai abdique. Notre peuple a brisé toutes les chaînes qui ont pesé sur nous durant près d'un siècle, pour faire de notre Viet Nam un pays indépendant. Notre peuple a, du même coup, renversé le régime monarchique établi depuis des dizaines de siècles, pour fonder la République démocratique.

Pour ces raisons, nous, membres du gouvernement provisoire, déclarons, au nom du peuple du Viet Nam tout entier, nous affranchir complètement de tout rapport colonial avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signés au sujet du Viet Nam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire.

Tout le peuple du Viet Nam, animé d'une même volonté, est déterminé à lutter jusqu'au bout contre toute tentative d'agression de la part des colonialistes français.

Nous sommes convaincus que les Alliés qui ont reconnu les principes de l'égalité des peuples aux conférences de Téhéran et de San Francisco, ne peuvent pas ne pas reconnaître l'indépendance du Viet Nam.

Un peuple qui s'est obstinément opposé à la domination française pendant plus de quatre-vingt ans, un peuple qui, durant ces années, s'est résolument rangé du côté des Alliés pour lutter contre le fascisme, ce peuple a le droit d'être libre, ce peuple a le droit d'être indépendant.

Pour ces raisons, nous, membres du gouvernement provisoire de la République démocratique du Viet Nam, proclamons solennellement au monde entier :

Le Viet Nam a le droit d'être libre et indépendant et, en fait, est devenu un pays libre et indépendant. Tout le peuple du Viet Nam est décidé à mobiliser toutes ses forces spirituelles et matérielles, à sacrifier sa vie et ses biens pour garder son droit à la liberté et à l'indépendance. »



Un marché dans le Hanoï d'aujourd'hui





20, 21, 22 DECEMBRE 1959 :

TROIS NUITS D'EMEUTES CONTRE LA DOMINATION COLONIALE FRANÇAISE EN MARTINIQUE

« *Les événements de décembre 59 ne sont pas une simple explosion sociale qui aurait été provoquée par des difficultés conjoncturelles. Ils s'insèrent dans la continuité historique des luttes du Peuple Martiniquais.* » C'est par ces propos que Robert SAE introduisait son intervention présentée à l'occasion de la Commémoration des événements de Décembre 1959 sur l'espace rebaptisé par les organisateurs « *Lakou léfi-ziyé 1870* » et dont nous vous proposons le texte intégral ci-dessous.



Tout comme la révolution anti-esclavagiste de Mai 1848, l'insurrection de 1870, la grève des ouvriers agricoles de 1974 ou encore les mobilisations de 2009, ces événements sont surtout des manifestations des contradictions inhérentes à la société Martiniquaise et, en même temps, des marqueurs de mutations sociales imposées autant par des évolutions économiques que par les luttes populaires.

On peut illustrer cette réalité en établissant un parallèle entre les événements de décembre 59 et

ceux de ces derniers mois! Comment a-t-on expliqué l'explosion sociale des 20, 21 et 22 décembre 1959? Par le chômage et l'exaspération de la jeunesse, par la vie chère, par le comportement raciste des « métropolitains ». 62 ans après, ce sont les mêmes causes qui sont invoquées pour expliquer la présence des jeunes sur les barrages. **Mais, notre histoire nous apprend que la permanence des dominations et des exactions s'accompagne sans discontinuer de la permanence de la résistance de notre Peuple.**

Les contradictions inhérentes à la société Martiniquaise, qui la minent et génèrent épisodiquement de telles explosions sociales, sont liées au fait que notre pays vit sous la domination de l'état français et de la caste béké.

L'Etat colonial, détenteur exclusif du pouvoir politique, impose ses diktats dans tous les domaines. En étroite collusion avec la caste qui contrôle l'économie, il paralyse tout développement endogène de l'économie et maintient le pays enferré dans une extraversion mortifère. La survie du système de plantation et les situations de monopoles sont irrémédiablement responsables de la vie chère. Quant au maintien des inégalités, il est structurellement organisé pour conforter le suprématisme raciste des colonialistes et de la caste dominante.



Aux révoltes incessantes des esclavagisés, ont succédé les grèves des ouvriers agricoles. L'affiche placardée en 1900 sur les murs de St-Pierre en soutien à la grève des ouvriers agricoles de Sainte-Marie, à peu de chose près, aurait pu



l'être cette année. Il faut rappeler aussi la résistance à la dictature de l'Amiral Robert et la mutinerie du Commandant Tourtet ou encore toutes les luttes menées pendant la période coloniale départementaliste par les ouvriers des différents secteurs, les fonctionnaires, etc.

La permanence de la résistance populaire ne s'est pas seulement manifestée par les grèves et les insurrections, elle s'est traduite également dans la capacité à développer une économie de subsistance parallèle - de façon particulièrement exemplaire « antan Robè » et à faire vivre une culture réellement martiniquaise, bref à maintenir une vie alternative malgré le poids de l'oppression du pouvoir colonial et de la caste béké.

Maintenant, je voudrais attirer l'attention sur une autre constante que l'on peut vérifier tout au long de notre histoire. Il s'agit des réponses portées par

le pouvoir colonial et les classes dominantes locales chaque fois que des luttes populaires venaient troubler leur quiétude. Nous retiendrons quatre aspects :

1- la diabolisation de ceux qui luttent

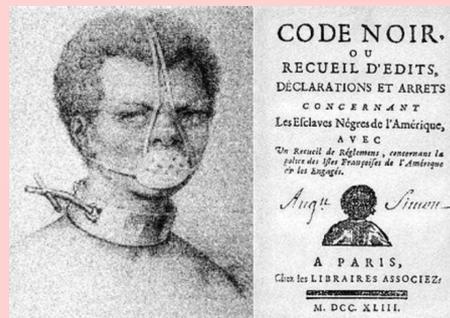
- Il sont systématiquement présentés comme des trublions minoritaires qui viennent mettre en cause l'ordre public. Puisque notre commémoration se déroule sur les lieux où ont été fusillés les combattants de 1870, nous citerons en exemple les propos du grand « humaniste » Victor Schoelcher. « *Il y a trois ans, écrivait-il en 1873, quelques malfaiteurs profitant des désastres de la mère-patrie et favorisés par des circonstances fatales levèrent l'étendard de la révolte. Leur soulèvement a été comprimé en peu de jours... ses chefs au nombre de 8 ont payé leur crime de la peine capitale. Les malheureux qu'ils avaient égarés expient leur complicité au bagne et dans les prisons.* »

- Tous ceux qui se battent pour l'amélioration de leur sort sont inévitablement accusés de mettre à mal l'économie ! Du sucre qui se vend mal aux difficultés dues à la crise sanitaire, en passant par la férocité de la compétition internationale, le fil conducteur reste le même : ceux d'en-bas sont sommés d'accepter la surexploitation et les sacrifices au nom de l'intérêt (soi-disant) commun.

2 - La répression

Au nom de la loi venant de France, les pires exactions ont

été commises contre tous ceux qui ont osé se dresser contre la domination. Au nom du Code noir, le rebelle pouvait être amputé ou tué.



Ça aussi c'était la loi !

Au nom de la loi, en 1870, les populations pouvaient être décimées, les récoltes détruites et le bétail abattu. Au nom de la loi de la République, l'ordonnance d'octobre 1960 permettait au préfet-gouverneur de muter ou de radier tout fonctionnaire qui troublerait l'ordre colonial. Aujourd'hui, le concert des profiteurs aliénés clame qu'il faudrait que s'agenouillent ceux qui refusent d'être des cobayes pour le compte des multinationales et qu'ils acceptent qu'on leur ôte le pain de la bouche, parce que « *la loi de la République ne peut souffrir d'exception !* La répression judiciaire, quant à elle, n'a jamais chômé, emplissant régulièrement ses charrettes de grévistes et de militants anti-colonialistes. Vous aurez noté que la présente commémoration est, d'une part, placée sous la Présidence d'honneur de Guy DUFOND, ancien prisonnier politique membre de l'OJAM et, d'autre part, qu'elle est dédiée aux 4 militants anti-chlordécone actuellement emprisonnés : Edwin, Dalsim, Lulu et Volcan.



3- la capacité du pouvoir colonial à réadapter sa domination après chaque tempête sociale

Par exemple, immédiatement après les émeutes de Décembre 59, alors qu'une « union sacrée » de façade se réalisait en Martinique pour réclamer plus d'autonomie, le pouvoir colonial organisait sa riposte, d'une part, en planifiant l'exil des forces vives, en particulier celui de la jeunesse (on pense au Plan Némé et au Bumidom), et, d'autre part, en renforçant la surveillance et la répression contre tous les opposants. Ces dernières décennies, il est passé maître dans l'art d'étouffer les mouvements sociaux en les engouffrant dans les voies de garage que sont les Etats Généraux où autres ateliers sans lendemains.

4 - le pouvoir colonial a toujours bénéficié du soutien d'une frange de la petite-bourgeoisie et d'une mal-nommée élite locale dans son entreprise de domination. Pour illustrer cet aspect, nous nous contenterons de faire parler Bisette qui, pour se défendre des accusations de subversion portées contre lui, déclarait : « *Nous avons donné des témoignages non-équivoques de notre fidélité lors de l'insurrection des esclaves en 1821 et 1822* ». Et, concernant une brochure qu'il avait publiée, il défendait sa fidélité au système : « *je n'ai jamais eu l'idée de faire soulever les hommes de couleur libres contre les blancs ; ceux auxquels je l'ai lue ont tout intérêt autant que moi, étant propriétaire, à maintenir l'ordre et la tranquillité dans la colonie et n'aurait qu'à perdre si elle venait à être troublée.* »

Aujourd'hui encore, cette collaboration - le mot n'est pas choisi au hasard - s'affiche sans complexe.

Nous constaterons, pour finir que toutes les avancées réalisées dans notre pays en ce qui concerne les conditions de vie et le respect des droits humains n'ont été possibles que grâce aux luttes menées par notre peuple. Inversement les colonialistes, la caste béké et leurs supplétifs locaux se sont toujours comportés en prédateurs impitoyables. Eh bien c'est ce constat qui devrait inspirer les objectifs de notre combat d'aujourd'hui.

**Nou ja pijé asé,
fok nou maté kat-la !
Fok nou kasé kod !**

AGENDA

**MOBILISATION A L'APPEL
DU KOMITE 13 JANVYE
LUNDI 10 JANVIER 2022 - 8H**

devant la cour d'appel de Fort-de-France
en solidarité avec les militants
**DALSIM, LULU, VOLCAN
ET CHRISTIAN DIT « LE GILET JAUNE**



Radio Jik An Bout

Lien : <https://jikanbouttv.com/radio/>

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

★
CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

